



# Suivi de la stratégie méditerranéenne pour le développement durable

## DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL Etude Nationale Tunisie, Résumé

en partenariat avec :



Financé avec l'appui du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche  
Document de travail réservé à l'atelier de BARI 2008. Ne pas diffuser

---

**Plan Bleu**  
Centre d'Activités Régionales

Sophia Antipolis  
Mai 2008

La Tunisie est un petit pays aux ressources naturelles limitées et fragiles mais qui n'a pas d'autre choix que de continuer à exploiter ces ressources. L'engagement officiel pour le développement durable y est clair et sans cesse réaffirmé, à travers la participation régulière à toutes les rencontres internationales sur l'environnement et le développement durable et la signature des Accords et Conventions qui en résultent. Au plan intérieur, depuis une quinzaine d'années, le pays a mis en place un cadre juridique approprié, un tissu institutionnel évolutif (un ministère spécialisé et plusieurs structures sous tutelle) et des mécanismes d'aide et d'appuis financiers assez incitateurs.

Le développement agricole et rural s'appuie, depuis deux décennies, sur une série de projets et programmes partiellement financés sur le budget de l'Etat mais aussi des aides, dons et prêts de plusieurs pays et bailleurs de fonds. Une expérience typiquement tunisienne de développement solidaire a permis de sortir de nombreuses zones rurales de l'ombre et a même permis de créer quelques sources de revenus. La plupart des indicateurs économiques évoluent de manière favorable et valent à la Tunisie des classements honorables parmi des pays parfois bien mieux lotis.

Ce bilan global positif doit cependant être nuancé sur le terrain, car le développement durable, c'est aussi un développement équilibré entre les régions et entre les différentes communautés nationales. Or, malgré les progrès significatifs enregistrés, les régions du Nord Ouest et du Centre Ouest accusent encore des retards économiques et sociaux significatifs. Ce développement inégal ne s'apparente pas au développement durable tant recherché car ces régions moins développées sont celles-là mêmes qui recèlent l'essentiel des ressources naturelles en eau et en sol du pays. Pour améliorer leurs conditions et niveaux de vie, les populations de ces régions ne peuvent que tirer encore sur ces ressources déjà mal en point, ce qui compromet la marche vers le développement durable.

Pour que ces régions cessent d'être uniquement le réservoir de l'essentiel des ressources et matières premières ainsi que d'une main d'œuvre bon marché et profitent plus de la croissance économique continue, le scénario suivant est fortement recommandé :

- *Améliorer de façon significative les conditions de vie dans les régions les plus pauvres pour freiner l'exode rural*
- *Exploiter au mieux le potentiel naturel de ces zones rurales à travers la valorisation des produits agricoles et du patrimoine écologique*

L'orientation dominante vers l'agriculture biologique et la valorisation de la qualité spécifique permettront d'obtenir des produits végétaux et animaux compétitifs, très appréciés et à demande croissante sur le marché international. La transformation de certains de ces produits sur site permettra de générer de la valeur ajoutée, d'augmenter l'emploi en milieu rural et d'assurer des flux croissants à l'exportation.

Le développement du tourisme écologique apportera une double diversification aussi bien de l'offre touristique en général, en incluant des itinéraires verts dans les séjours des touristes, que des activités économiques en milieu rural.

Le développement rural durable sera ainsi conforté en s'appuyant autant sur le développement agricole que d'autres secteurs et en permettant de viser des objectifs environnementaux à travers l'atteinte d'objectifs économiques et sociaux.